

Le pouvoir aux travailleurs

2 NOVEMBRE 2024

N° 309

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière



Éditorial

TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ, MÊME COMBAT CONTRE LES BAS SALAIRES ET LA VIE CHÈRE

Page 3

YCIH PK 23 :
TRAVAILLEURS EN LUTTE

Page 4

LE GOUVERNEMENT
CHERCHE À MUSELER
LA JEUNESSE

Page 6

TRUMP OU HARRIS...
ET À LA FIN, C'EST LE BIG
BUSINESS QUI GAGNE

Page 10-11

ÉDITORIAL :

- TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ,
MÊME COMBAT CONTRE LES BAS SALAIRES ET LA VIE CHÈRE !..... 3

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :

- YCIH PK 23 : TRAVAILLEURS EN LUTTE..... 4
- XIANG YU : LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DÉBORDER LE VASE !..... 4 - 5

LEUR SOCIÉTÉ

- LE GOUVERNEMENT CHERCHE À MUSELER LA JEUNESSE..... 6
- POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS !..... 6
- PARTOUT, C'EST LA CHASSE AUX PAUVRES !..... 6 - 7
- PAROLES DE POLITIENS 7
- QUAND LES CROCODILES SONT EN CAMPAGNE ÉLECTORALE 7
- LES PRIORITÉS SELON LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION..... 8
- UN MULTIMILLIARDAIRE QUI VISE LE FAUTEUIL PRÉSIDENTIEL..... 8
- UN SECTEUR OÙ L'ÉTAT IVOIRIEN TIENT UNE « BONNE » PLACE !..... 8
- QUELLE MÉDAILLE MÉRITE CE GOUVERNEMENT ?..... 9
- L'ÉTAT, GROS TRAFIQUANT, POURCHASSE SES PETITS CONCURRENTS ! 9

DANS LE MONDE :

- TRUMP OU HARRIS... ET À LA FIN, C'EST LE BIG BUSINESS QUI GAGNE.... 12 - 13

TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ, MÊME COMBAT CONTRE LES BAS SALAIRES ET LA VIE CHÈRE !
--

Les établissements scolaires publics ont été paralysés du 15 au 17 octobre par une grève des enseignants massivement suivie dans le primaire, secondaire et technique. Ils réclament des augmentations de salaire, des primes ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail. Ce mouvement de grève a aussi partiellement touché le secteur de la santé. Quelques jours plus tard, ce sont les enseignants des écoles catholiques qui ont fait grève du 22 au 24 octobre pour de meilleurs salaires. Dans ce pays, plus de 75% des établissements scolaires secondaires sont privés et les conditions de vie des enseignants sont déplorables. Beaucoup d'entre eux ne touchent même pas le Smig, ils sont très souvent payés à la tâche et n'ont pas droit aux congés payés. Dans ces conditions, comment peuvent-ils donner un enseignement digne de ce nom ?

Dès le départ, le porte-parole du gouvernement a qualifié d'illégal la grève des enseignants du public, des menaces et des sanctions ont été prononcées notamment contre ceux que les autorités ont qualifié de meneurs. Malgré cela, leur grève a duré trois jours. Ils n'ont pas obtenu gain de cause et ont repris le travail mais ils ont montré leur colère à ce gouvernement qui reste sourd à leurs revendications depuis trop longtemps. Tôt ou tard ils reprendront la lutte car le gouvernement n'a pas l'intention de leur faire de cadeaux, bien au contraire, leur situation continuera de s'aggraver comme celle de l'écrasante majorité des travailleurs de ce pays.

En sanctionnant les grévistes, le gouvernement veut montrer sa force et son inflexibilité devant les revendications légitimes des petits salariés de l'État, mais il a surtout montré sa peur d'une éventuelle extension du mouvement gréviste dans toute la fonction publique et même au-delà, dans le secteur privé. La revendication des augmentations de salaires concerne en effet tous les petits salariés. Qu'ils soient employés de l'État ou d'une entreprise

privée, tous ont du mal à joindre les deux bouts. Le blocage des salaires et les augmentations incessantes du prix de denrées, des loyers et du transport aggravent la misère d'un nombre toujours plus grand de travailleurs et de familles qui comptent sur leurs revenus sans cesse grignotés. Quant à ceux qui, privés d'emplois, essaient de survivre en vendant de petites choses sur le trottoir ou entre les files de voitures dans les embouteillages, ils sont chassés par les autorités comme des indésirables.

Le gouvernement continuera de mépriser le monde du travail et de rejeter ses revendications tant qu'il n'y aura pas de véritable lutte d'envergure mettant en cause les intérêts du patronat et de l'État qui les protège. Mais le rapport de forces entre les travailleurs, tous secteurs confondus, et le couple patronat-gouvernement, peut changer à tout moment car la colère populaire qui couve depuis trop longtemps finira par exploser à la figure des exploiters et de leurs protecteurs au pouvoir. Les travailleurs, qu'ils soient du secteur public ou privé ont droit à une vie décente. Ils ont largement les moyens de faire plier patronat et gouvernement. Leur force, c'est leur nombre et leur place centrale dans le fonctionnement de la société. Sans eux, rien ne peut fonctionner.

Ce que nous pouvons souhaiter, c'est que ces grèves soient le prélude à un mouvement plus large pour que les salariés aient plus de poids face à leurs employeurs, qu'ils soient du public ou du privé. Leur mouvement, s'il est large et combatif pourrait aussi donner du courage à l'ensemble des travailleurs dans les usines, sur les chantiers et dans bien d'autres entreprises où les conditions de travail sont infernales et les salaires si bas. C'est tous ensemble que nous sommes forts. Prendre conscience de cette force et des possibilités qu'elle offre aux travailleurs est un premier pas important pour mettre en avant les intérêts de notre classe sociale.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

YCIH PK 23 : TRAVAILLEURS EN LUTTE

YCIH est une entreprise mécanique, elle installe des machines dans une nouvelle usine de transformation de café et de cacao sur le site du complexe industriel Transcao de PK 23.

Les ouvriers sont payés à 3500 F par jour pour dix heures de travail alors qu'aujourd'hui, avec la cherté de la vie, même 20.000 Fr ne suffiraient pas pour vivre à peu près correctement !

Voilà pourquoi les travailleurs se sont mobilisés pour faire connaître leurs revendications à la direction. En guise de réponse, celle-ci a licencié leur porte-parole. Les travailleurs ont répondu du tac au tac en bloquant le travail.

Voilà que le patron licencie à nouveau trois autres travailleurs les jours suivants. Loin de briser la détermination, la direction a dû supporter encore une semaine de grève avant de réajuster le

salaires à 4200 Fr tout en cherchant à embaucher de nouveaux travailleurs pour briser la grève. Mais sa politique a échoué puisque les nouveaux arrivants se sont associés aux grévistes. Alors, la direction s'est « engagée » à rehausser les salaires à 5000 F par jour pour 8 heures de travail.

Non seulement, le compte est loin d'être bon, mais les travailleurs savent qu'ils ont tout intérêt à se méfier des engagements d'un patron. Tant que ce n'est pas du concret, ce n'est pas gagné ! De plus, il y a encore des rappels de salaires à lui faire cracher !

La mobilisation reste donc de mise. Face aux exploiters, les travailleurs ne peuvent se faire respecter que par leurs luttes collectives. Le fait d'avoir réussi à faire ravalier sa salive à la direction est déjà une première victoire, un encouragement pour eux-mêmes et pour leurs camarades d'autres entreprises.

XIANG YU : LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DÉBORDER LE VASE !

L'entreprise XIANG YU est une entreprise de construction dans le BTP. Le patron y fait la pluie et le beau temps. Les salaires sont à la ramasse et les conditions de travail sont particulièrement exécrables. Ainsi, par exemple, les heures supplémentaires sont obligatoires et non payées !

La colère longtemps retenue a éclaté au grand jour par une provocation de trop lorsque le 07 octobre, la direction a mis fin au contrat d'un aide-ouvrier sous prétexte qu'il était mineur. Le lendemain, ce fut au tour d'un autre travailleur d'être renvoyé sous prétexte d'être allé se soulager sans prévenir le chef de chantier. Ces deux renvois ont déclenché un arrêt de travail durant deux heures et les travailleurs se sont saisis de l'occasion pour formuler d'autres revendications. En réponse, le patron décida le black-out en

mettant fin au contrat de tous les travailleurs et en fermant le chantier. Les travailleurs ont alors forcé le portail et déposé leurs revendications au bureau.

Le lendemain, 11 octobre, les travailleurs se sont pointés à nouveau sur le chantier. Les gens de la direction ayant pris peur, se sont enfermés dans les locaux et ont appelé la police du 38^{ème} arrondissement. Celle-ci a été suivie d'un huissier de justice.

N'ayant eu aucune suite à leurs revendications, les travailleurs ont de nouveau tout bloqué le 21 octobre.

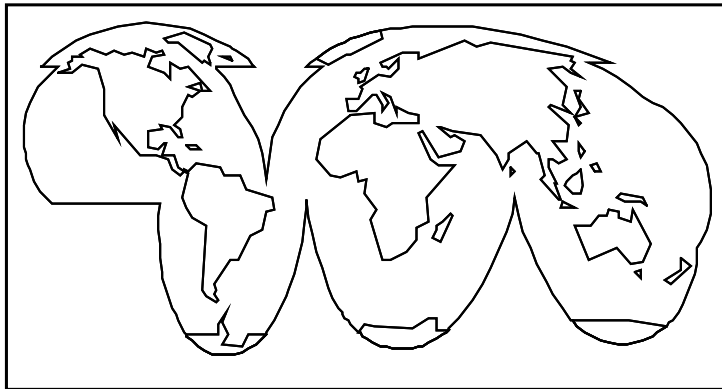
Au bout de trois jours, la direction, avec la complicité bienveillante de l'Inspection du travail, a lâché quelques miettes : un million cinq cents mille francs remis aux représentants des travailleurs. C'est loin de ce qu'elle a volé aux travailleurs.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Dans cette société capitaliste, les patrons, forts de leur argent et de la protection de l'appareil d'État peuvent compter sur la justice, les forces de l'ordre, l'Inspection du travail et l'administration pour réduire les

travailleurs à la condition d'esclaves des temps modernes. Cela ne doit pas nous démoraliser mais au contraire, nous motiver davantage pour mettre fin à ce système basé sur l'exploitation des travailleurs et la loi du plus fort.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LE GOUVERNEMENT CHERCHE À MUSELER LA JEUNESSE

L'assassinat d'un membre de la Fesci (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire), a été le prétexte avancé par le gouvernement pour interdire tous les syndicats et associations dans le milieu scolaire. Au total, 14 organisations ont été interdites.

Avant même les résultats de l'enquête, plusieurs dirigeants de la Fesci ont été jetés en prison. Leur siège en construction dans le campus universitaire de Cocody a été démoli sous prétexte qu'il était illégal. Et pourtant à la pose de la première pierre, le gouvernement était représenté par le ministre de l'Enseignement supérieur qui a même contribué à coup de millions au financement de sa construction.

Des étudiants ont été délogés des résidences universitaires sous prétexte d'occupation illégale. Des commerces à l'intérieur et aux alentours des universités

publiques ont été rasés. Depuis lors, des policiers sont présents à l'intérieur des campus universitaires pour empêcher toute tentative de mobilisation et de regroupement.

En réalité, le gouvernement craint depuis longtemps une révolte des élèves et des étudiants, tant les problèmes sont énormes : surpopulation, enseignement au rabais, bourses insuffisantes alors que bon nombre de parents ne peuvent plus faire face aux frais de scolarisation de leurs enfants, etc.

L'interdiction de leurs syndicats et associations n'empêchera nullement les étudiants de manifester leur colère contre les mauvaises conditions de scolarité, ni de défendre leurs opinions politiques, bien au contraire. Tant que le gouvernement ne résoudra pas les problèmes réels des élèves et des étudiants, tôt ou tard l'explosion qu'il veut éviter, il la récoltera !

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS !

Le ministre-gouverneur du district d'Abidjan, Cissé Bakongo, a réuni 95 chefs traditionnels dont 60 Ebriés et 35 Akyé, pour leur réaffirmer son « *engagement à transformer Abidjan* ». Ainsi, selon lui, les déguerpissements des pauvres, c'est pour « *bâtir une ville où chacun s'épanouira, où nos enfants pourront vivre dans l'harmonie* ». Autrement dit : les riches ne veulent pas être encombrés par les pauvres ! On voit d'ailleurs à quel point ils n'ont aucun scrupule à les chasser comme s'ils étaient des animaux. C'est donc pour permettre au gouvernement de continuer à mener

ce sale travail que ce ministre est venu demander le soutien de ces notables.

En contrepartie, ces chefs ont demandé que l'État accorde, à chacun d'eux, « *une assurance maladie, un véhicule et un téléphone portable* ». C'est donc là le prix de leur collaboration !

La présence massive des forces armées et les menaces d'emprisonnement ne suffisent manifestement pas à arrêter les révoltes des populations pauvres contre les opérations de déguerpissement. Alors, les riches comptent sur la complicité de ces notables pour s'en tirer à bon compte.

PARTOUT, C'EST LA CHASSE AUX PAUVRES !

Le maire de Sassandra a emboîté le pas au gouverneur du district d'Abidjan et a fait raser le « *camp Fanti* », un quartier de pêcheurs où vivaient surtout les plus démunis, dans des conditions précaires.

Selon les dires du maire, « *ce quartier précaire par son aspect dégradé, nuit à l'image de la ville et choque les visiteurs* ». À vrai dire, l'emplacement de ce quartier situé en pleine ville intéresse très probablement quelques promoteurs

L E U R S O C I E T E

immobiliers. D'ailleurs, le maire a déjà annoncé les déguerpissements d'autres quartiers, notamment le camp Nanankrou, occupé lui aussi par des pêcheurs.

Les riches mènent la guerre aux

travailleurs et aux pauvres partout où ils se trouvent, sur leurs lieux de travail, dans leurs quartiers, là où les gens essaient de survivre. Tous ceux-là ne peuvent rien attendre de l'État et ne peuvent compter que sur leurs mobilisations collectives.

PAROLES DE POLITIENS

À l'approche des élections à venir, une ministre de Ouattara a lancé un appel aux « *femmes* » leur demandant d'aller se faire inscrire sur les listes électorales pour pouvoir voter. Ainsi, dit-elle, « *vous participerez au développement de la Côte d'Ivoire et déciderez pour vous-même* ». Si par leur vote les femmes comme d'ailleurs les pauvres pouvaient changer leur sort, ça se serait su depuis bien longtemps ! En fait, cette ministre, comme tous les parvenus de son acabit, cherche les moyens de sauver son strapontin gouvernemental.

Du côté de l'opposition, on entend les mêmes mensonges. Ils promettent un avenir radieux pour attirer les électeurs. Mais ne nous y trompons pas, les uns et les autres se moquent de nos conditions de travail dans les usines et sur les chantiers, de nos bas salaires, du chômage, de nos quartiers insalubres et de bien d'autres choses qui aggravent nos conditions d'existence. Ce n'est pas par le vote que nous obtiendrons le droit à une existence digne mais seulement par nos luttes collectives dans nos lieux de travail et dans nos quartiers.

QUAND LES CROCODILES SONT EN CAMPAGNE ÉLECTORALE ...

La CEI (Commission électorale indépendante) vient d'ouvrir grandes ses portes durant quelques semaines sur tout le territoire, pour permettre à tous ceux qui ont le droit de vote de s'inscrire sur les listes électorales. Du coup, tous les partis politiques, Ppa-ci, Pdc, Rhdp et consort, sont sur le terrain pour mobiliser leur électorat, chacun raconte ses salades en promettant monts et merveilles. Certains commentateurs et politiciens n'hésitent pas à qualifier de « *bétail électoral* » ceux qui seraient tentés de voter pour le camp adverse.

Dans un passé pas si lointain, pour assouvir leur soif de pouvoir, les

politiciens de tout bord n'ont pas hésité à propager le poison de l'ethnisme, de la xénophobie et du nationalisme, quitte à semer la haine et la violence entre les populations. Ils ont encouragé et armé des miliciens sur la base de ces idées nauséabondes et cela s'est traduit par un bain de sang dont les populations pauvres ont été les principales victimes !

Ce sont les mêmes politiciens, sinon leurs remplaçants, qui sont de nouveau en compétition électorale. Ils ont les dents longues et sont prêts à tout pour défendre leurs postes et leurs privilèges ou pour y avoir accès.

L E U R S O C I E T E

LES PRIORITÉS SELON LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION

La ministre de l'Éducation nationale et de l'Alphabétisation cherche 220 milliards pour la « *digitalisation de l'éducation* ». Autrement dit, pour introduire l'informatique dans l'éducation.

Or la réalité aujourd'hui pour la grande majorité des élèves des quartiers pauvres et des villages, c'est que les écoles publiques n'ont même pas assez

d'enseignants, les classes sont surchargées, les bancs manquent, les latrines quand elles existent, sont inutilisables, etc.

Mais cela n'est manifestement pas le problème de cette ministre ni des riches qu'elle représente. Quant aux 220 milliards en question, à coup sûr ils ne seront pas perdus pour tout le monde !

UN MULTIMILLIARDAIRE QUI VISE LE FAUTEUIL PRÉSIDENTIEL

Jean Louis Billon qui est à la tête d'une grande fortune, a annoncé sa candidature pour l'élection présidentielle de 2025. Il est membre du Pdcj mais veut concurrencer Tidjane Thiam, le président de ce même parti. C'est dire qu'un crocodile de son acabit ne s'encombre pas de ce genre de détail ! Il a d'ailleurs aussitôt lancé sa campagne, en annonçant qu'il offrirait 130 millions de francs de matériel à l'hôpital général de Dakala dont il est le député. Il a également rencontré Ouattara, pour lui faire part d'un gros problème d'eau dans la ville de Dabakala. Voulant se montrer très magnanime, le président a aussitôt débloqué les moyens pour régler le problème « *dans les 48h* », a-t-il tenu à

préciser !

On peut évidemment douter que ce soit ce problème d'eau qui préoccupe véritablement l'un et l'autre, bien plus que leur positionnement pour 2025. Notons que Jean Louis Billon était auparavant affilié au Rdr de Ouattara et qu'il a été l'un de ses ministres. Sauf que n'ayant pas pu assouvir ses ambitions, il l'a quitté avec fracas pour aller au Pdcj de Bédié. Alors, il n'est pas impossible qu'il se retrouve demain au Ppa-ci de Gbagbo, si l'herbe y devient plus verte qu'ailleurs. Tous ces partis bourgeois, même s'ils ont des étiquettes différentes et se font concurrence, sont en fait de même nature, les dirigeants peuvent passer d'une boutique à l'autre sans état d'âme.

UN SECTEUR OÙ L'ÉTAT IVOIRIEN TIENT UNE « BONNE » PLACE !

Une organisation internationale dénommée GAFI (Groupe d'action financière) publie régulièrement le palmarès des États en matière de corruption. Elle vient d'ajouter la Côte d'Ivoire dans sa « *liste grise* » et l'a classée parmi les États à mettre « *sous surveillance renforcée* ».

Ce n'est un secret pour personne, à moins d'être sourd et aveugle, que dans ce pays la corruption fait partie des pratiques courantes. La mauvaise réputation de l'appareil d'État en matière de corruption, de détournements de fonds

et autres délits de « *blanchiment d'argent sale* » est telle que le gouvernement s'est senti obligé de créer une « *Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance* » pour faire croire qu'il veut combattre ces délits. C'est comme si on demandait à un pyromane d'exercer le métier de pompier !

Ces tares font partie intégrante du système capitaliste, sauf que dans certains pays elles sont plus ou moins visibles selon leur degré de développement économique. Tant que le capitalisme demeurera, elles demeureront.

L E U R S O C I E T E

QUELLE MÉDAILLE MÉRITE CE GOUVERNEMENT ?

Le gouvernement fait tout un tapage médiatique sur les prétendus « *Awards de la santé* » où l'on distribue des médailles aux « *meilleurs* » hôpitaux publics du pays, lors d'un Gala. Tout le monde sait que dans ce pays, quand on n'a pas les moyens, on peut mourir d'une maladie bénigne car la grande majorité des hôpitaux ou des centres de santé publics est dans un état lamentable : manque de personnel soignant, manque de matériels de soins, de médicaments... même le minimum d'hygiène fait défaut dans un lieu où l'on doit lutter contre toute sortes d'infections. Par exemple, les lits d'hospitalisation n'ont pas de draps, il n'y

a pas assez de gants pour le personnel soignant, pas assez de toilettes pour les malades, etc. Dans ces conditions, il n'est pas faux de dire que certains hôpitaux méritent d'être appelés « *mouroirs publics* »

Les riches, eux, n'ont aucun problème pour se faire soigner, car ils ont les moyens d'aller dans les meilleures cliniques du pays, voire de prendre un avion pour se faire soigner à l'étranger.

Ce n'est pas le prix d'excellence qu'il faut donner au gouvernement et à son ministère de Santé et de l'Hygiène publique, mais un bonnet d'âne.

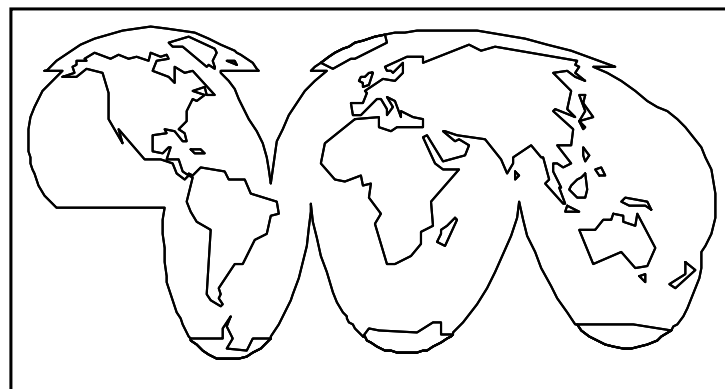
L'ÉTAT, GROS TRAFIQUANT, POURCHASSE SES PETITS CONCURRENTS !

Comme tous les ans en cette période de l'année, le gouvernement a sorti la grosse artillerie : armée, gendarmerie, police et agents des Eaux et Forêts pour tenter d'empêcher la fuite de l'anacarde vers les pays frontaliers. Le gouvernement dit qu'il veut combattre le trafic illégal de ce produit mais c'est lui qui est le responsable car il a fixé le prix d'achat aux paysans à un prix dérisoire de 275 Francs le kilo, alors qu'au Ghana voisin on peut le vendre à 685 FCFA/kg. Du coup, il suffit aux gros négociants de

ce produit de traverser la frontière et toucher le jackpot ! La marge est suffisante pour arroser au passage toute l'artillerie gouvernementale le long du trajet ! Le problème est le même pour le cacao.

C'est cette corruption à grande échelle autour de ce genre de trafic qui explique que le métier de « *corps habillés* » est de plus en plus prisé, à tel point que la quantité d'argent permettant de graisser la patte aux recruteurs est de plus en plus élevée !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

TRUMP OU HARRIS... ET À LA FIN, C'EST LE BIG BUSINESS QUI GAGNE

Nous reproduisons ci-dessous un article daté du 30/10/2024, publié en France par nos camarades de Lutte Ouvrière.

Les élections aux États-Unis sont sans doute le scrutin le plus suivi au monde, et les deux candidats sont au coude à coude.

Trump est le digne représentant des milliardaires dont il est : arrogant, sans scrupules et surtout déterminé à enrichir la classe capitaliste. Du coup, il prend pour cible les plus pauvres, les migrants qui franchissent la frontière en quête d'une vie meilleure, qu'il traite de « criminels » et de « vermine ». À l'inverse, il promet aux plus riches d'alléger encore les impôts.

Kamala Harris n'est pas en reste. « Je suis capitaliste », explique-t-elle aux milieux patronaux. Sous l'administration de Biden, dont elle est la vice-présidente, l'indice boursier a doublé et les milliardaires se sont enrichis comme jamais. Elon Musk, le patron mégalomane de Tesla, X et SpaceX, qui soutient Trump, est bien ingrat : sa fortune, déjà 25 milliards de dollars en 2020, a été multipliée par dix sous Biden ! Pour la grande masse de la population en revanche, le niveau de vie s'est dégradé, avec des prix qui ont enflé de 25 %, sans que les salaires suivent. Et certains, désorientés, se rabattent du coup sur Trump, cet ennemi patenté des travailleurs.

Malgré l'incertitude du scrutin, on sait déjà qui seront les gagnants et les perdants. Dans ce pays présenté comme un eldorado, toute une partie des travailleurs sont obligés de cumuler deux, voire trois emplois précaires et mal payés pour pouvoir joindre les deux bouts. Le pays se vante d'un chômage bas, mais c'est parce que des millions de travailleurs, sortis du marché du travail,

échappent désormais aux statistiques. Au cœur de la première puissance mondiale, le nombre de sans-abri explose, il y en aurait plus de 75 000 rien qu'à Los Angeles, où ils ne vivent guère au-delà de 50 ans. L'espérance de vie de toute la population recule, plaçant sur ce plan le pays au 35^e rang mondial, derrière Cuba ou le Chili. Chaque année, plus de 100 000 Américains, issus pour la plupart des classes populaires, meurent d'overdose. Quelque 45 000 autres meurent faute de pouvoir se payer des soins médicaux. Et cela ne changera pas après le 5 novembre.

À l'autre bout de la société, il est certain que, quel que soit le nouveau président, les Jeff Bezos et autres Mark Zuckerberg continueront de toucher le gros lot. Quant à la politique étrangère du pays, elle sera poursuivie. Harris et Trump ont par exemple annoncé qu'ils continueraient de fournir les armes et l'argent avec lesquels Israël mène la guerre aux Palestiniens, aux Libanais et peut-être demain aux Iraniens.

Vu d'ici, la grossièreté et le cynisme décomplexé de Trump sont étonnants. Pourtant, le système américain n'est pas si différent du nôtre. Tous les quatre ou huit ans, c'est l'alternance entre deux partis pro-capitalistes ? Comme ici. Trump est mégalomane ? Assurément, mais Macron ne l'est-il pas ? Trump a fait du racisme un fonds de commerce, et dans ce pays construit par des immigrants, lui et Harris promettent, de façon absurde, de restreindre l'immigration. Les politiciens français, Le Pen en tête, ne disent pas autre chose. Il faut construire un mur et expulser les sans-papiers, disent là-bas Trump et Harris ; il faut renforcer les frontières et

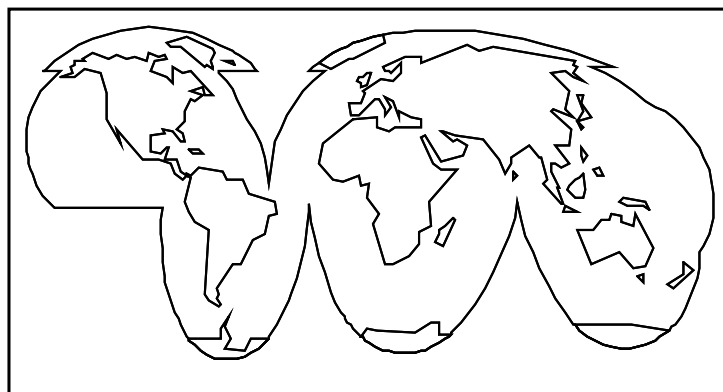
expulser les sans-papiers, expliquent ici Barnier, Macron et Le Pen.

Rien n'est donc à espérer de ce scrutin, mais nous aurions tort de nous désintéresser de l'avenir de ce pays. Pas seulement parce qu'il est à la pointe de l'innovation scientifique et technologique. Mais aussi parce qu'il est fort d'une classe ouvrière qui, par le passé, a mené des luttes importantes. Des grandes grèves ouvrières à la révolte des Noirs et à la lutte de la jeunesse contre la guerre du Vietnam, celles et ceux qui créent la richesse du pays se sont battus. Aujourd'hui, leur condition se dégrade sous les coups d'une classe capitaliste

rapace. Mais quelques grèves récentes, malgré des directions syndicales réformistes qui ne valent pas mieux que les nôtres, ont montré que les travailleurs des États-Unis pouvaient se battre pour leurs revendications.

C'est de là qu'un espoir peut venir. Les révoltes des années 1960 eurent une portée mondiale. De même, un renouveau des luttes aux États-Unis aujourd'hui aurait un impact dans le monde entier. Alors, espérons qu'au-delà de l'échéance du 5 novembre, les travailleurs américains ne se laissent pas appauvrir et diviser, et qu'ils retrouvent le chemin de la lutte de classe.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.